

Unité départementale de l'Eure
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
30/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



NUFARM SA

USINE NOTRE DAME DE LA GARENNE
27600 Gaillon

Références :
Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'incendie industriel survenu à Rouen en septembre 2019 a conduit le gouvernement à définir, puis mettre en œuvre un plan d'action afin de mieux prévenir un tel scénario d'accident. A cette fin, la réglementation des installations classées a évolué, notamment son appréciation sur les dangers que présentent les entrepôts, et les exigences de sécurité requises pour la maîtrise de leurs risques. Ces évolutions, en proportion de l'enjeu, ont des incidences sur les installations existantes qui obligent à de nouvelles mesures organisationnelles, et le cas échéant, à de nouveaux dispositifs techniques. C'est dans ce cadre qu'intervient la présente visite d'inspection, afin de vérifier la prise en compte et la mise en œuvre de ces évolutions réglementaires, et notamment de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse
- la formulation
- et le conditionnement

d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut, compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement, fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511).

Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Action nationale 2023 – Action Post-accident – Rouen : mise en œuvre des évolutions réglementaires de 2020 et 2021, pour les liquides inflammables et stockages de matières combustibles – volet Entrepôts)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Etat des matières stockées, Information des populations	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point I.4 au I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 30/03/2023, article R111-9 et son annexe	/	Sans objet
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point I.4 au I	/	Sans objet
3	Etat des matières stockées, Gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point I.4 au I	/	Sans objet
5	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Sans objet
6	Prise en compte des dispositions constructives telles que les murs coupe-fe	Autre du 17/02/2023, article Fiche Question I.2.3	/	Sans objet
7	Nature des matériaux pris en compte	Autre du 17/02/2023, article Fiche Question I.3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Encours de production	Autre du 17/02/2023, article Fiche Question I.2.4	/	Sans objet
9	Détermination des volumes	Autre du 17/02/2023, article Fiche Question I.2.3 et I.3.8	/	Sans objet
10	Classement des IPD n'entrant pas dans le périmètre de la rubrique 1510	Autre du 17/02/2023, article Fiche Question I.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la situation administrative du site NUFARM vis-à-vis de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, la demande d'antériorité de décembre 2021 pour le régime de l'enregistrement a été révisée à l'issue de la visite d'inspection afin d'une part d'exclure les encours de production de la démarche et d'autre part d'ajuster les hypothèses retenues à la réalité de fonctionnement du site, tout en conservant pour ce dernier une marge de manœuvre. Au regard des éléments complémentaires fournis, la société NUFARM n'est pas classée au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées. Pour faire suite à l'analyse de la demande d'antériorité de décembre 2021, l'exploitant est invité à déposer une demande d'actualisation de son classement ICPE.

Par ailleurs, la société NUFARM dispose d'un état des matières stockées, dangereuses ou non, classées au titre de la nomenclature des installations classées ou non. Cet état des stocks, mis à jour quotidiennement, fait l'objet de recalages périodiques de manière tournante et d'un recalage global annuel. Il est accessible à tout moment, y compris en cas de sinistre sur le site. Le format synthétique de l'état des stocks actuellement en place est réalisée par rubrique de la nomenclature des installations classées. L'inspection des installations classées demande à NUFARM d'améliorer ce format à l'aide des outils existants afin de pouvoir fournir une information vulgarisée accessible à la population, ce qui n'est pas nécessairement le cas de la nomenclature des installations classées.

Pour finir, concernant l'étude des effets thermiques, elle n'est pas requise dans la mesure où NUFARM n'est pas classé pas au titre de la rubrique 1510.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2023, article R111-9 et son annexe
Thème(s) : Actions nationales 2023, Appréciation des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au

remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

Constats :

Par courrier en date du 21 décembre 2021, la société NUFARM a adressé à l'inspection des installations classées une demande du bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, modifié par le décret n°220-1169 du 24 septembre 2020. Notamment, le décret introduit la notion d'Installations, Pourvue d'une toiture, Dédiée aux stockages ou IPD.

NUFARM a donc procédé au classement de ses activités de stockage suivant la méthodologie développée dans le guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. Ainsi, les trois groupes d'IPD suivants ont été identifiés :

- le groupe d'IPD Centre constitué des IPD suivants : les bâtiments M01, M02, M03, M04, M06, M12, M13, M14, M15, les apprentis A00, A01, A05, V13, ainsi que les palettiers A00-S01, A00-S02, A02-S01, A02-S02, A04, 107 et M02
- le groupe d'IPD Est constitué des IDP suivants : les bâtiments M10, M11, M16 et l'apprentis C02 ;
- le groupe d'IPD Sud constitué des IPD suivants : les bâtiments M07, M08 et M09.

Au regard des éléments fournis, et en application des règles d'exclusion, seul l'IPD Centre entre dans le périmètre de classement de la rubrique 1510, le site relevant désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510.

Lors de la visite du 9 mars 2023, l'inspection des installations classées a questionné l'exploitant sur la méthodologie et les hypothèses de travail retenus dans l'optique de s'assurer de la validité du classement proposé. Les problématiques soulevées ont porté sur :

- La prise en compte des dispositions constructives telles que les murs coupe-feu ;
- La nature des matériaux pris en compte (caractère combustible ou non) ;
- La comptabilisation des encours de production ;
- La détermination des volumes des IPD ;
- Le classement des IPD n'entrant pas dans le périmètre de la rubrique 1510.

Ces problématiques sont développées au niveau des points de contrôle n°6 à 10. D'une manière générale, l'exploitant a été prudent et majorant dans sa démarche. Dans les faits, les apprentis et palettiers correspondent à des encours de production tel que défini dans le guide d'application de la rubrique 1510.

Par ailleurs, les hypothèses de travail en termes de quantités stockées ont été révisées, suite à la visite d'inspection, afin d'être plus représentatif des conditions réelles de fonctionnement tout en conservant une marge de sécurité. La demande d'antériorité a donc été complétée par mail en date du 28 mars 2023.

Sur la base de ces nouveaux éléments, la détermination des IPD et groupes d'IPD a été révisée pour prendre en compte notamment le fait que la plupart des apprentis et palettiers constituent des encours de production. Les groupes d'IPD ainsi retenus sont les suivants :

- le groupe Nord avec les IPD M01, M02 et le palettier M02
- le groupe Centre avec les IPD M03, M04, M05, M06
- le groupe Sud avec les IPD M07, M08, M09
- l'IPD M11
- l'IPD M16

Ensuite, en application des règles d'exclusion (règles des 500 t, rubrique unique), la société NUFARM n'est finalement pas classée au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point I.4 au I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Disposition applicable aux installations à enregistrement et autorisation</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilités ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société NUFARM dispose d'un système de gestion informatisé, dénommé ORACLE. Ce système inclut notamment la gestion des stocks du site. Il concerne toutes les matières stockées présentes sur le site indépendamment de leur caractère dangereux ou non, ou de leur classement ou non au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Les stocks actualisés de toutes les matières stockées sont saisis et mis à jour quotidiennement. L'outil de gestion, localisé sur des réseaux européens, est accessible à distance par internet. Il est donc accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilités ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Par précaution, une extraction de ces stocks est réalisée quotidiennement sous format Excel. Dans la même optique, un exemplaire de l'état des stocks est édité et mis à la disposition de l'astreinte tous les vendredi.</p> <p>Par ailleurs, l'état des matières stockées fait l'objet de recalages périodiques de manière tournante. Le cycle se fait régulièrement en partant des stockages de plus gros volumes vers les plus petits. Un recalage global du site est également réalisé chaque année. Le dernier recalage global du site a été réalisé en juin 2022, le suivant est déjà programmé en juin 2023.</p> <p>Concernant les fiches de données de sécurité (FDS), elles sont accessibles à partir des serveurs pour les matières premières. Un dossier est créé par matière / substances. Il porte le nom de la matière considérée. Y sont regroupées les FDS en vigueur et toutes les versions antérieures. Les versions antérieures sont identifiables dans leur dénomination par le préfixe « OLD ». En outre, la dénomination comporte la date de la mise à jour de la FDS.</p> <p>Pour ce qui est des produits finis, l'outil en place LISAM est un outil sécurisé accessible par internet. Toutes les FDS des produits finis y sont regroupées. Il est possible de faire des recherches suivant différents critères (nom du produits, numéro CAS, etc.)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des matières stockées, Gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point I.4 au I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Connaître les quantités de matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : A partir de l'extraction journalière des stocks depuis son système de gestion ORACLE, NUFARM alimente un fichier Excel qui fait le lien entre les matières et leurs caractéristiques. Plus précisément, le tableau résultant comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• La référence du produit ;• La localisation du produit : il s'agit du bâtiment ou de la zone de stockage concerné ;• L'emplacement du produit : il s'agit de localiser le produit au sein du bâtiment ou de la zone de stockage. A titre d'exemple, pour les stockages en palettier, l'emplacement est caractérisé par un numéro d'allée, un numéro de rangée et un étage ;• La dénomination du produit ;• La quantité de produits présent et l'unité correspondante ;• La rubrique de la nomenclature des installations classées pour laquelle le produit est classé, dite rubrique principale,• La rubrique de la nomenclature des installations classées, dite secondaire, pour laquelle le produit aurait pu relever compte-tenu de ses caractéristiques. Par exemple, un produit qui est classé substance toxique en risque principal mais qui est également inflammable ;• L'état du produit,• Le point éclair du produit ;• La liste des mentions de dangers du produit. Le tableau étant sous un format Excel, les données peuvent faire l'objet d'un traitement par filtre pour établir des quantités globales de matières et produits par zone de stockage ou d'activités. Pour faciliter l'exploitation de ce tableau, l'inspection des installations classées demande à NUFARM de le compléter en ajoutant la famille de produits. En effet, si la dénomination des produits est explicite pour le personnel de NUFARM, elle ne l'est pas nécessairement pour les services de l'état. Par ailleurs, un contrôle par sondage a été réalisé sur site afin de vérifier la conformité de l'état des matières stockées aux stockages réellement présents. Le contrôle a donc porté sur le palettier A07 associé à l'atelier ainsi que sur le bâtiment de stockage M03.

<p>Au niveau du palettier A07, l'état des stocks identifie 4 matières différentes. Lors de la visite, il a été constaté la présence de 3 des 4 matières identifiées dans les quantités indiquées. L'exploitant souligne que l'état des stocks est mis à jour une fois par jour. La matière manquante a été utilisée en production le jour de la visite, les consommations du jour N étant intégrée dans l'outil de gestion des stocks le jour N+1.</p> <p>De la même manière, l'inspection note la présence de 4 fûts. NUFARM indique que les fûts sortant des étuves mitoyennes sont placés dans le palettier A07 de manière temporaire afin d'être sur rétention dans l'attente de leur réintégration en magasin. Ces 4 fûts de produits finis ne sont pas en lien avec l'atelier de production A07.</p> <p>Concernant le bâtiment M03, il s'agit d'un stockage en palettier des produits finis du site. Le contenu des emplacements suivants a été contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Allée J1 : les étages 0 à 3 des rangs A, à E • Allée J3 : les étages 0 à 3 des rangs A à L. <p>Une seule différence a été notée entre les matières présentes dans le stockage et l'état des stocks présentés, à savoir la présence d'un bigbag de 1500 kg de produit fini RH 488 au niveau du rang J étage 0 de l'allée J3. Comme précédemment, ce décalage résulte du délai de mise à jour de l'état des stocks.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etat des matières stockées, Information des populations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point I.4 au I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Inventaire synthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n°3, à partir de l'extraction journalière des stocks depuis son système de gestion ORACLE, NUFARM alimente un fichier Excel qui fait le lien entre les matières et leurs caractéristiques. Le tableau étant sous un format Excel, les données peuvent faire l'objet d'un traitement par filtre pour établir des quantités globales de matières et produits par zone de stockage ou d'activités.</p> <p>Dans le cas présent, un format synthétique de l'état des stocks a été mis en place. Actuellement, cette synthèse est réalisée par rubrique de la nomenclature des installations classées.</p> <p><i>L'inspection des installations classées demande à NUFARM d'améliorer ce format à l'aide des outils existants afin de pouvoir fournir une information vulgarisée accessible à la population, ce qui n'est pas nécessairement le cas de la nomenclature des installations classées. Par exemple, une synthèse par classe de dangers : danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement et par type de matières /substances sera plus lisible pour le public</i></p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire.</p> <p>Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, aucune étude effet thermique spécifique n'a été réalisée. Il convient toutefois de souligner que des modélisations des flux thermiques d'un certain nombre de stockages ont été réalisées dans le cadre de l'étude de dangers sectorielles dédiées aux stockages.</p> <p>Au demeurant, à la lumière des éléments complémentaires communiqués par NUFARM le 28 mars 2023, le site n'est finalement pas classé au titre de la rubrique 1510. La présente étude n'est donc pas requise.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prise en compte des dispositions constructives telles que les murs coupe-feu

Référence réglementaire : Autre du 17/02/2023, article Fiche Question I.2.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Détermination des IPD et groupes d'IPD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Notions d'Installation, Pourvue d'une toiture, Dédiée au stockage (IPD) de la fiche Question I.2.3 :</p> <p><u>Les systèmes de couverture cohérents</u></p> <p>Toutes les cellules de stockage situées sous un système de couverture cohérent sont à inclure au sein d'une même IPD. On entend par « Système de couverture cohérent », tous les couvertures et supports de couverture directement connectés entre eux.</p> <p><u>Les parties attenantes</u></p> <p>Les cellules de stockage disposant de leur propre système de couverture cohérent peuvent être considérées comme appartenant à des IPD distinctes, si et seulement si leurs parties attenantes remplissent l'ensemble des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les parties attenantes sont séparées par un dispositif REI 120 ; dont la hauteur est à minima celle de la plus haute paroi ; • Les parties attenantes sont séparées par un dispositif REI 120 avec un dépassement en toiture visant à prévenir toute propagation d'un incendie par la toiture ou les systèmes de couverture des parties attenantes ne sont pas situés au même niveau, avec un décrochage d'au minimum de 1 mètre ;

<ul style="list-style-type: none"> Les parties attenantes ne sont pas communicantes, entre elles par l'intérieur, même si ces accès sont équipés de dispositifs coupe-feu à fermeture automatique. <p>Dans le cas contraire, il n'existe qu'une IPD qui se limite à toutes les cellules de stockage des parties attenantes.</p> <p>Ainsi, une IPD n'est pas nécessairement constituée de la totalité d'un bâtiment. Elle peut se limiter aux parties dédiées au stockage et compartimentées par un dispositif REI 120, d'un bâtiment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées souligne qu'aucun élément n'est fourni dans la demande d'antériorité en matière de disposition constructive, que ce soit en ce qui concerne les systèmes de couverture cohérents ou les dispositifs REI 120. Or, ces éléments peuvent potentiellement influencer sur la détermination des IPD et groupe d'IPD.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, NUFARM a confirmé à l'inspection des installations l'absence de dispositions constructives de type REI 120 au sein des IPD susceptibles de remettre en cause la détermination des groupes d'IPD.</p> <p>Dans les faits, le seul bâtiment comportant des murs coupe-feu REI 120 est le magasin M08. Par contre, la totalité du bâtiment n'est pas REI 120. Seul, les murs donnant sur l'extérieur du site sont coupe-feu REI 120, l'objectif étant de réduire les effets thermiques sortant du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Nature des matériaux pris en compte

<p>Référence réglementaire : Autre du 17/02/2023, article Fiche Question I.3.4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Détermination des IPD et groupes d'IPD</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon les définitions introduites dans l'arrêté,</p> <ul style="list-style-type: none"> des matières ou produits combustibles sont des matières ou produits, y compris les déchets, qui ne sont pas qualifiés d'incombustibles ; au sens de cette définition, les contenants, emballages et palettes sont comptabilisés en tant que matières combustibles (s'ils sont combustibles). des matières ou produits incombustibles sont des matières ou produits qui ne sont pas susceptibles de brûler. Les matières ou produits constitués uniquement de matériaux classés A1 ou A2-s1-d0 au sens de l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 sont qualifiés d'incombustibles de fait. Les matières qui sont listées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 sont considérées comme incombustibles de fait. Des matières ou produits peuvent également être qualifiés comme incombustibles suite à la mise en œuvre d'essais réalisés selon un protocole reconnu par le ministère chargé de l'environnement. <p>En application de ces définitions, les matières inflammables (solides ou liquides ou gaz) sont des matières combustibles et sont donc à comptabiliser comme tel.</p> <p>Les liquides et solides liquéfiables combustibles (cf Question IV.1.2) sont des matières combustibles particulières.</p> <p>Les comburants ne sont pas des matières combustibles.</p> <p>Suivant les résultats des essais menés selon le protocole d'essais de caractérisation de l'incendie d'une palette (réf. DRA-13-133881-07549A, INERIS, 19/03/2014), une palette de produits comprenant des matières combustibles et incombustibles peut être considérée comme incombustible si et seulement si les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport entre l'énergie libérée par la combustion d'une palette de produits représentative des conditions réelles de stockage et la masse totale de celle-ci est inférieur à 2,5 MJ/kg (ce seuil correspond à celui de l'ancien classement incombustible « M0 », précédemment indiqué dans le courrier du SEI du 24 octobre 1995) ;

- la puissance maximale mesurée lors de la combustion d'une palette de produits représentative des conditions réelles de stockage complète agressive thermiquement est inférieure à la puissance maximale mesurée lors de la combustion des produits combustibles présents sur la palette ;
- l'énergie libérée par la combustion d'une palette de produits représentative des conditions réelles de stockage, agressive thermiquement, est inférieure à l'énergie libérée par la combustion des produits combustibles présents sur la palette.

Dans le cas où une palette de produits est combustible, seules les matières combustibles présentes sur la palette, ainsi que la palette si elle est combustible, sont comptabilisées.

Constats :

Dans les tableaux listant les IPD par secteur d'activités, la fonction des IPD est spécifiée. Elle donne une indication sur la nature des produits stockés et de la fonction des bâtiments. Faute de fonction décrite de manière détaillée, la nécessité d'inclure ou non les matières stockées pose question.

A titre d'exemple :

- pour l'IPD M01, la fonction indiquée est « Produits minéraux, matériels et étiquettes ». Le caractère combustible des produits minéraux n'est pas une évidence.
- il en va de même pour le bâtiment M08 dédié au stockage des produits finis et classé sous les rubriques 4510 et 4511. Le caractère combustible des produits finis ne peut être établi sur la base de ces seules informations.
- le magasin M05 est présenté comme étant un quai d'expédition. Lors de la visite d'inspection du 21 septembre 2021, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que ce bâtiment est dédié au stockage temporaire des commandes avant expédition. L'inspection a constaté par ailleurs qu'une zone de stockage est présente dans le bâtiment, cette zone n'étant pas séparée des quais par un mur coupe-feu. L'appellation « quai d'expédition » porte donc à confusion. Il en est de même avec l'appellation « Quai de réception » du bâtiment M06.

L'inspection des installations classées a donc sollicité des informations complémentaires sur la nature des matières prise en compte et les notions de quai de réception et d'expédition, lors de la visite.

Concernant le caractère combustible de ses matériaux, NUFARM indique ne pas disposer de résultats d'essais menés suivant le protocole d'essais de caractérisation de l'incendie d'une palette (réf. DRA-13-133881-07549A, INERIS, 19/03/2014). La réalisation de tels essais pour l'ensemble des substances présentes sur le site présent par ailleurs un coût trop onéreux pour le site.

De ce fait, l'exploitant a pris le parti majorant de considérer les matériaux comme combustibles par défaut, dans la mesure où par ailleurs leur conditionnement est combustible (palettes bois, IBC plastiques, emballages cartons, films plastiques, etc.)

Pour ce qui est du magasin M05, NUFARM confirme y préparer les commandes avant expédition, les produits étant acheminés à partir des différents magasins. La préparation des commandes est réalisée 24 à 48h avant expédition. Le bâtiment M05 n'est donc pas qu'un simple quai d'expédition. Il est dédié au stockage temporaire des commandes avant expédition.

Le bâtiment M06 fonctionne de la même manière pour la partie réception des commandes. Les matières premières sont réceptionnées au bâtiment M06. Elles peuvent y être stockées temporairement avant d'être redirigées vers les magasins concernés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 17/02/2023, article Fiche Question I.2.4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Détermination des IPD et groupes d'IPD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sein ou à proximité d'une chaîne ou d'un atelier de production peuvent être présents des matières premières, produits intermédiaires, produits finis ou des conditionnements qui peuvent être combustibles. Par conséquent, l'installation qui les abrite est susceptible de relever de la rubrique 1510 (et par analogie les considérer comme des stockages pour un éventuel classement 1530, 1532, 2662 ou 2663 pour les produits de conditionnement seuls).</p> <p>Il convient de préciser dans quelle mesure les installations qui abritent de tels matières ou produits combustibles doivent être considérées comme dédiées au stockage au sens des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 ou 2663.</p> <p>A proximité d'une chaîne ou d'un atelier de production, peuvent être présents des combustibles tels que, des matières premières ou des produits intermédiaires en attente d'utilisation ou des produits finis en attente d'évacuation vers des zones de stockages. Ces matières ou produits combustibles peuvent être considérés comme des encours de production, si et seulement si ces matières premières, produits intermédiaires et produits finis et leur conditionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sont directement liés à un processus de production, • sont situés à proximité de la chaîne ou de l'atelier de production, • correspondent à une quantité inférieure ou égale à 2 jours de production. <p>Le troisième critère ci-dessus est une quantité qui doit être estimée au regard de l'outil de production, puis évaluée in fine en tonnes. En effet pour évaluer cette quantité, l'exploitant définit et comptabilise les entrants (matières premières) consommés auxquels il ajoute les produits mis au point correspondant à une période de fonctionnement de l'outil de production de 2 journées d'activité.</p> <p>Ainsi, des matières premières, produits intermédiaires et produits finis peuvent, le cas échéant, être présents pour une durée supérieure à 2 jours et demeurer des encours de production</p> <p>Ces encours de production, dont la prise en compte des risques relèvent exclusivement des rubriques liées à l'activité, ne constituent pas des stockages au sens des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 ou 2663.</p> <p>Par conséquent les installations abritant les encours de production ne sont pas des IPD, et ils ne sont pas à comptabiliser dans les inventaires de matières ou produits combustibles pour déterminer un éventuel classement au titre d'une rubrique « stockage », 1510 ou rubrique spécialiste 1530, 1532, 2662 ou 2663.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées relève qu'il est simplement indiqué dans la demande que les ateliers ne sont pas considérés comme des IPD car les matières, substances et produits combustibles susceptibles d'y être stockés sont considérés comme des encours de production, c'est-à-dire qu'ils respectent les trois critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ils sont directement reliés au processus de production ; • ils sont situés à proximité de l'atelier de production ; • ils correspondent à une quantité inférieure ou égale à deux jours de production . <p>Aucun élément technique ne vient étayer et justifier cette affirmation : ni plans de localisation des encours, ni bilan quantitatif de ces matières, substances et produits combustibles susceptibles d'être stockés, ni de démonstration que ces quantités correspondent à moins de 2 jours de production.</p>

<p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a donc questionné NUFARM quant à la présence ou non d'encours. L'exploitant explique qu'à l'intérieur même des ateliers de production, il n'y a pas de stockage. Les matières et produits pouvant entrer dans la définition d'un encours de production sont en réalité stockés dans les appentis et palettiens situés à proximité immédiate des bâtiments.</p> <p>Ayant un doute sur la notion de proximité, les appentis et palettiens étant situés à l'extérieur des bâtiments, ces derniers ont été intégrés dans la démarche d'identification des IPD et groupes d'IPD.</p> <p>L'inspection des installations classées confirme que les palettiens et appentis répondent à la définition d'encours de production et peuvent être exclu de la démarche, sous réserve que les quantités qui y sont stockées soient inférieures ou égales à 2 jours de production.</p> <p>L'inspection des installations classées demande donc à NUFARM d'apporter les éléments justifiants le respect de ces quantités. Par courriel en date du 28 mars 2023, NUFARM a fourni les quantités maximales stockées dans chaque appentis ou palettier ainsi que les quantités journalières produites au maximum dans les ateliers auxquels les appentis et palettiens sont associés. Les quantités stockées sont toutes inférieures ou égales à 2 jours de production. Dès lors, les matières stockées au droit des appentis et palettiens peuvent être considérés comme des encours de production. Ils peuvent donc être exclus de la démarche d'identification des IPD et groupes d'IPD.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détermination des volumes

Référence réglementaire : Autre du 17/02/2023, article Fiche Question I.2.3 et I.3.8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Détermination des IPD et groupes d'IPD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume à prendre en compte pour la comparaison aux seuils de la rubrique est bien le volume de l'IPD défini précédemment, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lorsqu'au sein d'une installation pourvue d'une toiture, sont présentes des cellules dédiés au stockage, il convient de ne tenir compte que des volumes correspondants à ces cellules pour la comparaison aux seuils de la rubrique 1510 ; • En l'absence de cellules (qui doivent être par définition compartimentées par un dispositif coupe-feu REI 120), malgré la présence de zone dédiée à d'autres activités, le volume de l'IPD à prendre en compte correspond au volume total des différentes zones. <p>Ce volume se détermine selon les règles de calculs précisées à la question I.3.8 du guide. Il est notamment indiqué que le volume se calcule en fonction de la géométrie des locaux dédiés au stockage, à défaut le volume au faîtage de l'IPD.</p> <p>Pour rappel, le volume des entrepôts se limite au volume des IPD. Les volumes des bureaux, des locaux techniques (ateliers de charge d'accumulateurs, chaufferie, transformateurs....), des zones de quai (zone de préparation de commandes et zone de réception) ne font pas partie des IPD dès lors qu'ils sont séparés des zones de stockage par des parois REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Les volumes correspondant ne sont donc pas à prendre en compte pour déterminer le régime de classement des entrepôts couverts (IPD).</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la demande, les volumes des IPD sont fournis dans les tableaux listant les IPD par secteur d'activités. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a interrogé NUFARM sur les règles de calculs mises en œuvre pour obtenir ces volumes, dans l'optique de déterminer à quoi ces volumes correspondent.</p> <p>NUFARM indique avoir considéré :</p>

- le volume du parallélépipède correspondant pour les apprentis et palettier ;
- le volume au faîtage pour les bâtiments.

En effet, pour ce qui est des bâtiments, aucun d'entre eux ne comporte de cellules ni ne présente de dispositions constructives particulières justifiant un volume restreint aux cellules de stockage ou l'exclusion des volumes des zones non dédiées au stockage lorsqu'elles existent (bureaux, zones de quais, etc.).

Les hypothèses de travail retenues en termes de volumes sont donc conformes aux dispositions du guide.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Classement des IPD n'entrant pas dans le périmètre de la rubrique 1510

Référence réglementaire : Autre du 17/02/2023, article Fiche Question I.2.2

Thème(s) : Actions nationales 2023, Détermination des IPD et groupes d'IPD

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Point de vigilance n°3

Lorsque les matières, produits ou les installations présents au sein des groupes d'IPD, exclus du périmètre pouvant conduire à un classement ICPE (1510) relèvent d'une des rubriques 1511, 1530, 1532, 2662 ou 2663, il convient de vérifier leur éventuel classement ICPE au titre de ces rubriques.

Pour ce faire, il convient de prendre en compte l'ensemble des volumes susceptibles d'être stockés, exclus du périmètre ICPE (1510), pour la comparaison aux seuils de ces rubriques, c'est-à-dire, les volumes susceptibles d'être stockés au sein des IPD exclues du périmètre (1510) mais également les volumes au sein des stockages extérieurs lorsque la rubrique les intègre.

Constats :

Au regard des substances / matières dans les bâtiments et installations exclus du périmètre de la rubrique 1510, la question d'un classement sous une autre rubrique se pose pour les IPD concernés.

A titre d'exemple, l'IPD M07 est dédié au stockage d'emballages, le volume affiché étant d'un peu plus de 20 000 m³. Ces emballages en attente d'utilisation sont donc susceptibles d'être classés au titre de la rubrique 2663 (cf fiche Question I.3.4).

Dès lors, l'inspection des installations classées souligne que l'état des lieux au niveau du classement du site vis-à-vis de la nomenclature des installations classées ne doit pas uniquement porter sur la rubrique 1510.

Il a donc été demandé à NUFARM de vérifier le classement des IPD n'entrant pas dans le périmètre de la rubrique 1510. Par courriel en date du 28 mars 2023, les éléments requis ont été communiqués à l'inspection des installations classées. Ainsi l'exploitant indique que le site n'a pas d'entrepôt frigorifique ni d'entrepôt de bois ou de polymère (matière première). Il ne relève donc pas des rubriques 1511, 1532 ou 2262.

Par contre, le site possède des entrepôts de bidons, cartons ou encore étiquettes nécessaires au conditionnement des produits du site. Un classement dans les rubriques 1530 et 2263 est possible pour ces zones. Après vérification des volumes stockés au sein des bâtiments concernés, à savoir les bâtiments M01, M07, M09 et M16, seul le bâtiment M07 est soumis à déclaration au titre des rubriques 1530 et 2663-2.

-> Sur la base des éléments précités, l'exploitant est invité à déposer une demande d'actualisation de son classement ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet